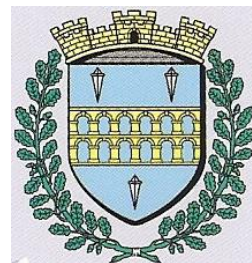


Commune d'AUDUN-LE-ROMAN
7A place du Général de Gaulle
54560 AUDUN-LE-ROMAN
Tél : 03.82.21.60.23.
Fax : 03.82.21.58.70.
Email : commune.audunleroman@orange.fr



MISE EN SERVICE D'UNE RÉSERVE D'EAU POUR LA DÉFENSE CONTRE LES INCENDIES RUE DE LA LIBÉRATION

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

1. RÈGLEMENT DE CONSULTATION

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
2. MODALITÉS DE LA CONSULTATION	3
2.1 MODE DE CONSULTATION	3
2.2 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS.....	3
2.3 COMPLÉMENT À APPORTER AU C.C.T.P.....	3
2.4 VARIANTES.....	3
2.5 DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	3
2.6 DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	3
2.7 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES PROJETS	4
2.8 DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX INTÉRESSANT LA DÉFENSE NATIONALE.....	4
2.9 MESURES PARTICULIÈRES CONCERNANT L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL.....	4
2.10 MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
3. PRÉSENTATION DES OFFRES.....	4
4. CHOIX ET CLASSEMENT DES OFFRES	5
5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	7
6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	7
6.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	7
6.2 RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES.....	8

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

Date limite de remise des offres : 18 mars 2016 à 17 heures

1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne un programme de mise en service d'une réserve d'eau pour défense contre les incendies rue de la Libération à AUDUN-LE-ROMAN. Les prestations sont précisées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP).

2. MODALITÉS DE LA CONSULTATION

2.1 Mode de consultation

Le présent marché est un **marché passé en procédure adaptée après publicité et mise en concurrence.**

Il est soumis aux dispositions du Code des Marchés publics et notamment de l'article 28.

2.2 Décomposition en tranches et en lots

Les travaux définis ci-dessus sont à réaliser en une seule tranche sur la base d'un marché établie sur le cadre de bordereau D.P.G.F. de décomposition du prix global et forfaitaire

2.3 Complément à apporter au C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières du Dossier de Consultation des Entreprises.

2.4 Variantes

Les variantes sont autorisées et devront obligatoirement figurer sur un feuillet séparé. La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit d'en prendre compte en fonction de l'intérêt technique et financier de ces dernières.

2.5 Délais d'exécution

Le délai maximum d'exécution est fixé dans le cadre de l'acte d'engagement.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé, à compter de la date limite de remise des offres, à **quatre-vingts dix (90) jours.**

2.7 Propriété intellectuelle des projets

Sans objet.

2.8 Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense.

Sans objet.

2.9 Mesures particulières concernant l'Hygiène et la Sécurité du Travail

Les entreprises sont tenues de respecter la réglementation en vigueur. Un coordonnateur SPS sera désigné par le Maître d'Ouvrage pour veiller aux conditions d'hygiène et de sécurité lors de la réalisation des travaux. Toutes les prescriptions formulées par le coordonnateur seront à respecter par l'entrepreneur et seront réputées incluses dans les prix du marché.

2.10 Modifications de détail au dossier de consultation

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard huit jours francs jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3. PRÉSENTATION DES OFFRES

Les candidats devront présenter un dossier de réponse entièrement rédigé en français et composé comme suit :

Un projet de marché comprenant :

- **L'Acte d'Engagement** (A.E.) daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises qui seront signataires du marché : cadre joint à compléter, dater et signer.

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder,

S'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance forfaitaire prévue à l'article 5.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières, les candidats doivent le préciser à l'article 4 de l'Acte d'Engagement.

Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS

- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières** (C.C.A.P.), cahier joint à accepter sans modification,
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières** (C.C.T.P.), cahier joint à accepter sans modification,
- **Le Cadre de Décomposition du prix Global et Forfaitaire** (C.DP.G.F.), cadre joint à compléter entièrement et sans modification,

- **Un Mémoire Justificatif** des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. À ce document seront joints des documents explicatifs et notamment :

- **Une liste de sous-traitants** que l'entrepreneur envisage de proposer à l'acceptation du Maître de l'Ouvrage après la conclusion du marché (document à joindre obligatoirement à l'offre) ;
- **Une note technique** décrivant de manière détaillée les moyens humains et matériels que l'entreprise se propose de mettre en œuvre afin de garantir le respect des délais, des coûts et de la qualité d'exécution ;
- **Un planning détaillé d'exécution** des ouvrages indiquant la durée des différentes phases du chantier ;
- **Un justificatif de visite du site** prévue le **7 mars 2016 à 15 heures** sur place
- **Des indications** concernant la provenance des principales fournitures et matériaux avec les références des fournisseurs correspondants ;
- **Une note sommaire** indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier ;
- **Les mesures** concernant le respect de l'environnement et l'élimination des déchets.

NOTA : Toute entreprise ou groupement d'entreprise qui ne remettra par un mémoire justificatif complet comportant l'ensemble des pièces énumérées ci-dessus verra son offre rejetée comme non conforme.

4. CHOIX ET CLASSEMENT DES OFFRES

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues à l'article 53 du Code des Marchés Publics.

Les critères d'appréciation de l'offre sont classés par ordre décroissant de priorité suivant :

Prix des prestations :	60 %
Valeur technique des prestations (note technique, matériaux, S.O.P.A.Q, ...) :	30 %
Délais (planning, moyens mis en œuvre pour réaliser les travaux, ...) :	10 %

En cas de discordance entre les différentes indications de prix figurant dans l'offre d'un entrepreneur, l'indication en chiffres, hors T.V.A., figurant à l'acte d'engagement (A.E.), prévaudra sur toutes autres indications.

En cas de discordance entre le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (CDPGF) et l'acte d'engagement (A.E.) ou en cas d'anomalie, d'erreurs ou d'omissions internes au CDPGF, l'entrepreneur, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour le mettre en harmonie avec le prix indiqué dans l'acte d'engagement (A.E.) ou pour le redresser.

En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise **dans un délai de cinq (5) jours francs** à compter de la date de réception de la demande de la personne responsable du marché, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article 46 du Code des marchés Publics.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par la personne responsable du marché, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par la personne responsable du marché.

La personne responsable du marché présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Définition des critères :

Le prix des prestations :

Le candidat dont la proposition financière sera la moins élevée se verra affecter la note 10. Pour les autres candidats, la notation sera déterminée en fonction de la formule suivante :

Montant de la proposition la moins élevée / Montant de la proposition du candidat x 10

La garantie du délai d'exécution :

Celui-ci s'appréciera par rapport aux délais maximum de réalisation de la prestation.

Le candidat proposant le délai le plus court se verra affecter la note 10.

Pour les autres candidats, la notation sera déterminée en fonction de la formule suivante :

Délai le plus court / Délai proposé par le candidat x 10

La valeur technique :

Celle-ci s'appréciera à partir du mémoire technique en fonction de :

- ❖ la prise en compte du respect de l'environnement,
- ❖ la qualité de l'organisation de chantier,
- ❖ la pertinence et la qualité du planning prévisionnel et du phasage du chantier,
- ❖ la qualité des matériaux proposés.

L'appréciation se fera au vu de l'ensemble des éléments remis selon l'appréciation qualitative suivante :

0 point = pas d'information

1 point = mauvais

2 points = passable

3 points = moyen

4 points = bon

5 points = très bon

Le candidat ayant obtenu le plus de points se verra affecter la note 10.

Pour les autres candidats, la notation sera déterminée en fonction de la formule suivante :

Nombre de points attribués au candidat / Nombre de points le plus élevé x 10

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les candidats pourront choisir l'une des trois procédures suivantes, selon les précisions portées au règlement de consultation :

- A) Par voie électronique uniquement sur le profil acheteur sur la plateforme de dématérialisation du journal *Les Tablettes Lorraines* (<http://www.tabletteslorraines.fr/>) ;
- B) Par courrier uniquement (sur support papier ou support physique électronique)
- C) Par voie électronique et par courrier dans ce cas la transmission par courrier est la copie de sauvegarde de la transmission par voie électronique.

Les documents (un sous-dossier candidature + un sous-dossier offre) seront contenus dans une seule enveloppe cachetée, portant la mention « Réalisation d'une défense incendie rue de la Libération » - ne pas ouvrir », déposée contre récépissé ou adressée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception, à l'adresse suivante :

Monsieur le Maire
Mairie d'AUDUN LE ROMAN
7A place du Général de Gaulle
54560 AUDUN LE ROMAN

Avec la mention :

«MISE EN SERVICE D'UNE RÉSERVE D'EAU POUR LA DÉFENSE CONTRE LES INCENDIES RUE DE LA LIBÉRATION »-«NEPASOUVRIR»

L'enveloppe contient le dossier d'offre tel que défini à l'article 4 ci-dessus.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus : ils seront renvoyés à leurs auteurs.

6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats devront s'adresser au plus tard 10 jours francs avant la date de remise des offres et par écrit à :

6.1 Renseignements administratifs

Maître d'ouvrage
Mairie d'Audun le Roman
Monsieur Philippe MORANT
7A place du Général de Gaulle
54560 AUDUN LE ROMAN

☎ 03.82.21.60.23.

☎ 03.82.21.58.70.

@ : urbanisme.audun-le-roman@orange.fr

6.2 Renseignements techniques

Maître d'œuvre

GIRARD ETUDES SARL

Monsieur Gilles GIRARD

10 rue des Hortensias

57255 SAINTE MARIE AUX CHENES

Tél : 09.52.77.97.90 @ : contact@girardetudes.fr

“Lu et Accepté”

Par le ou les Entrepreneur(s) soussigné(s),

Fait à

Le